

Environnement



Un environnement où il fait bon vivre aujourd'hui et demain

Un environnement intact est indispensable à la qualité de vie et au bien-être. Il est donc dans l'intérêt de chacun de ménager l'environnement. La responsabilité individuelle et l'application pratique des résultats de la recherche et de la science sont les moyens les plus efficaces pour protéger l'environnement. La manie socialiste de multiplier les interdictions et les mesures éducatives de type totalitaire n'ont que des effets négatifs. Le volontariat et le bon sens humain sont infiniment plus utiles.



“ L'immigration incontrôlée détruit de plus en plus d'espaces naturels. Une Suisse à 10 millions d'habitants menace. La moitié du pays est en passe de devenir une immense agglomération. Il faut empêcher cela – aussi dans l'intérêt de la nature. ”

Notre environnement se porte bien

Nos sols et nos cours d'eau sont en excellent état. Les émissions et substances nocives baissent depuis des décennies. Une nature superbe est un des grands atouts de la Suisse. Cette préservation de notre environnement naturel se poursuivra grâce aux réalisations de la science et de la technique.

Contrairement à la majorité des autres pays, la Suisse est dans une situation difficile en termes de protection de l'environnement. Sa géographie avec ses nombreuses montagnes et collines ne permet guère l'utilisation de véhicules économiques. Nos hivers froids et nos été chauds accroissent la consommation d'énergie. Malgré ces inconvénients et nonobstant une croissance démographique massive due à l'immigration (+1,73 million de personnes), une augmentation de la mobilité (plus 60% de véhicules), une croissance de l'économie et de la prospérité (PIB +48% par habitant) depuis 1990, la Suisse est un des rares pays au monde qui atteint les objectifs fixés au niveau international.

Halte à la manie des régulations et interdictions

Cet excellent résultat n'est pas le fruit du hasard. La Suisse applique aujourd'hui déjà un réseau dense de lois et prescriptions sur l'environnement. Les problèmes hérités du passé comme les anciens dépôts et stockages de déchets sont réglés moyennant les techniques les plus récentes. Comme dans d'autres domaines, cette manière de faire révèle l'esprit pratique qui anime la Suisse : d'abord analyser la situation, ensuite agir de manière responsable et trouver une solution.

La législation environnementale actuelle est si rigoureuse, que de nouvelles régulations et interdictions n'apportent aucune amélioration. Il serait donc beaucoup plus utile d'appliquer strictement les règles en vigueur. Des interventions supplémentaires de l'Etat provoquent toujours des frais, donc des inconvénients économiques. Or, seul un pays ayant atteint un niveau de prospérité élevé et possédant une économie saine peut dégager les moyens permettant de recourir aux technologies modernes qui apportent de réelles améliorations.

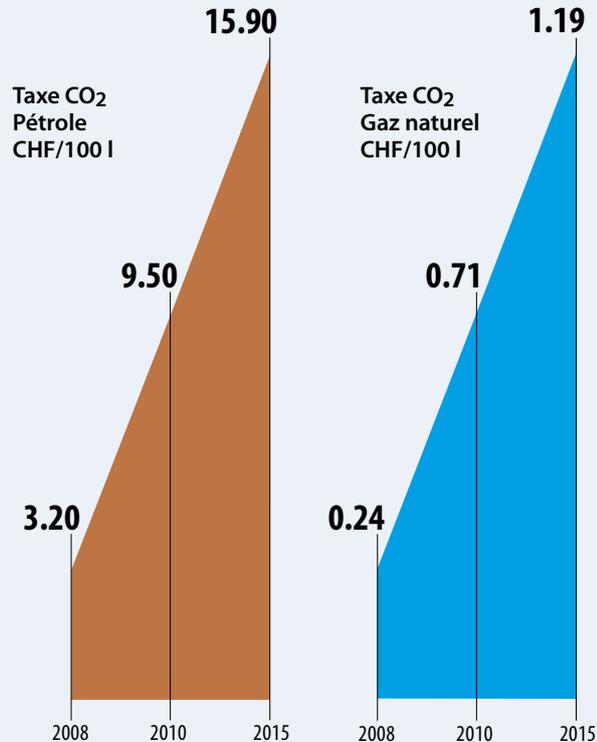
Contre le pessimisme politique et l'idéologie

Les magnifiques résultats décrits ci-dessus et obtenus grâce aux efforts de la population et de l'économie ainsi qu'une législation environnementale dense et sévère ne suffisent pas aux pessimistes professionnels aveuglés par l'idéologie de la gauche. Avec le généreux soutien des médias ces milieux s'efforcent de donner mauvaise conscience aux gens en se lamentant bruyamment et en critiquant tout et n'importe quoi. L'objectif de ce pessimisme hypocrite et forcené est d'éduquer et de contraindre la population en multipliant les interdictions et d'arnaquer les consommateurs et contribuables.

Moins de taxes et de redevances

Ce feu roulant de messages négatifs produit malheureusement des effets. La multiplication des taxes et redevances imposées depuis des décennies et l'augmentation des prélèvements existants au nom de la protection de l'environnement provoquent des charges écrasantes. 11,4 milliards de francs ont été dépensés

Forte augmentation des taxes CO₂ 2008-2015



en 2016 pour la protection de l'environnement. A elles seules, les dépenses des ménages à ce titre ont augmenté de 24% en l'espace de 8 ans.

A côté des taxes et redevances sur les carburants, l'huile de chauffage, les déchets, l'eau et l'électricité, les autres prélèvements, par exemple pour le recyclage, sont eux aussi une conséquence directe d'un activisme excessif de l'Etat. Mais ce n'est pas tout : les propositions se suivent au Parlement avec une régularité métronomique pour introduire de nouvelles redevances, par exemple sur les bouteilles et les canettes, ou pour interdire certains véhicules. Heureusement sans succès jusqu'ici. Notons que le recyclage fonctionne parfaitement en Suisse avec un taux de retour exceptionnel – et cela avec un minimum d'interventions de l'Etat et sans nouvelles contraintes.

Plus de sens pratique et moins de théories irréalistes

L'économie et la population ont jusqu'ici appliqué sous leur propre responsabilité les résultats de la recherche scientifique sans aucune contrainte de l'Etat. De nouvelles branches professionnelles et de nouveaux métiers en ont découlé. Augmentant la prospérité générale, ce développement est infiniment plus efficace que la manie des réglementations, interdictions et punitions de l'Etat. La protection de l'environnement n'a pas besoin de nouvelles lois et prescriptions et d'une extension de la bureaucratie ; la liberté entrepreneuriale et l'application des lois en vigueur sont beaucoup plus utiles.

Nul besoin non plus d'objectifs insensés comme la réduction de moitié des émissions de CO₂ jusqu'en 2030 ou comme les démarches unilatérales de la Suisse en politique environnementale et climatique. Ce principe ne vaut pas seulement au niveau international, mais aussi en Suisse. Le constat selon lequel les problèmes sont plus faciles à résoudre au niveau le plus bas de l'échelle que par un Etat central omniprésent n'est pas nouveau. Il suffit de se montrer vigilant en veillant à ce que les compétences constitutionnelles des cantons et des communes, par exemple dans le domaine de l'aménagement du territoire, soient respectées.

Chacun doit donner l'exemple

Le principe de la responsabilité et du volontariat vaut dans presque tous les domaines, mais tout particulièrement dans celui de la protection de l'environnement. La prolifération des déchets, par exemple lors de festivals ou de soirées grillades dans les parcs publics, n'est pas due à des lois trop faibles, mais à un problème d'éducation. Les particuliers, mais aussi les entreprises peuvent donner l'exemple et prouver que la protection de l'environnement fonctionne aussi sans Etat, sans nouveaux impôts et sans subventions ou redevances.

Réduction des émissions de CO₂



Positions

L'UDC ...

- approuve les efforts raisonnables visant à sauvegarder, à rétablir et à améliorer les bases naturelles de la vie;
- mise sur les connaissances et acquis pratiques de la science, de la technique et de l'industrie pour régler les problèmes environnementaux;
- s'engage pour des mesures appropriées dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la protection de l'eau et de l'air ainsi que pour une politique énergétique indépendante, économique et ménageant l'environnement.
- ne veut pas de la transformation de paysages en musées par la multiplication insensée de parcs naturels subventionnés ou de zones protégées imposant des contraintes bureaucratiques à l'agriculture, aux arts et métiers et au tourisme dans les régions concernées;
- exige que les auteurs d'oppositions infondées contre des importants projets de construction et d'infrastructure soient contraints de payer tous les coûts résultant de leur action et que le droit de recours des associations ainsi que le nombre d'organisations légitimées à recourir soit limité;
- demande une adaptation de la loi sur l'aménagement du territoire afin de redonner aux cantons leurs compétences constitutionnelles et permettre à toutes les régions de se développer suffisamment;
- s'oppose énergiquement aux actions unilatérales de la Suisse en termes d'objectifs environnementaux et climatiques, comme la réduction de moitié des émissions de CO2 jusqu'en 2030, sans décision contraignante de tous les Etats concernés;
- s'oppose à toute nouvelle redevance et à l'augmentation des prélèvements existants dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat;
- approuve des incitations fiscales en politique de l'environnement et du climat.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, moins d'idéologie et de tentatives de semer la panique ainsi que des charges fiscales réduites;
- ✓ comme famille, un environnement intact et propre, également pour mes enfants;
- ✓ comme investisseur, une plus grande sécurité de planification et moins de bureaucratie dans la réalisation de mes projets;
- ✓ comme artisan et agriculteur, moins de contraintes et plus de liberté entrepreneuriale pour mes activités.